



PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

Arrêté N° 2013.063...0013.....
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
Défrichement pour mise en pâture sur la commune d'AUROUX (48)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le code de l'expropriation, notamment ses articles L11-1 et R11-1 à 11-14 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°F09113P0049 relatif au projet référencé ci-après :

– Défrichement pour mise en pâture sur la commune d'AUROUX (48) déposé par BRAJON Serge,

– reçu le 01/02/2013 et considéré complet le 01/02/2013 ;

Vu l'arrêté N° 130085, en date du 14 janvier 2013 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 08/02/2013 ;

Vu l'avis du commissariat de massif central du 08/02/2013 ;

Considérant que le projet porte sur un défrichement préalable à la mise en pâture de terrain actuellement occupé par du pins sylvestres ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares ;

Considérant que le projet d'une superficie de 5,5 ha au lieu-dit « le Lioubeau » sur la parcelle section ZA n°1 est de faible emprise au regard du massif forestier environnant ;

Considérant que le projet se situe dans une zone désignée au titre de Natura 2000, zone importante pour la conservation des oiseaux « Haute val d'allier », où l'abandon du pastoralisme est identifié comme un facteur d'influence négative et donc que le projet n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site ;

Considérant que le projet de défrichement afin d'augmenter la surface fourragère s'inscrit dans les priorités du schéma de massif et de la convention interrégionale en matière autonomie de l'exploitation agricole ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible d'impacts notables sur l'environnement.

Arrête :

Article 1^{er}

Le projet de « Défrichement pour mise en pâture sur la commune d'AUROUX (48) » objet du formulaire n°F09113P0049 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Montpellier, le 04 MARS 2013.

Pour le Préfet de région et par délégation,

La chef du Service Aménagement



Yamina LAMRANI-CARPENTIER

Voies et délais de recours

Cas : décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région
DREAL Languedoc-Roussillon
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
34064 Montpellier cedex 02

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable
et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Nîmes (en ce qui concerne les
départements du Gard et de la Lozère)
16, avenue Feuchères
CS 88010

30941 Nîmes Cedex 09

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Tribunal administratif de Montpellier (en ce qui concerne les
départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-
Orientales)
6 rue Pitot
34003 MONTPELLIER CEDEX 1